

de ces mêmes marchés en brisant derrière soi tous les ponts, ainsi que l'a fait le Gouvernement actuel.

L'hon. M. ABBOTT: Jamais notre commerce n'a été aussi important. Drôle de façon de briser les ponts!

L'hon. M. ROWE: Le fait ne manque pas de me surprendre moi-même. Il faut que notre pays soit puissant pour supporter ainsi les faiblesses de son gouvernement.

M. HARTT: N'allez pas nous parler de M. Bennett.

L'hon. M. ROWE: Vous n'étiez pas ici du temps de M. Bennett.

M. HARTT: Non; mais je n'ignore rien sur son compte, ni sur le vôtre.

L'hon. M. ROWE: J'en sais aussi long sur votre compte. Je me contenterai de dire qu'en discutant de questions fiscales, aucun membre de l'opposition n'a à présenter d'excuses pour la politique suivie dans ce domaine par son parti ou par ses prédécesseurs. Si j'étais nouveau député, comme celui qui vient de m'interrompre; si je n'avais été associé au parti libéral que depuis peu de temps en cette Chambre; enfin si j'en savais aussi long que le prétend cet honorable député, j'aurais presque honte de traiter de questions fiscales. Voilà les grands champions de la liberté du commerce. Voilà ceux qui, il y a bien des années, préconisaient l'union commerciale avec les Etats-Unis d'Amérique. Voilà les gens qui, depuis un demi-siècle, prédisent la liberté du commerce international.

Je me rappelle avoir entendu des discours en ce sens dès mon arrivée à la Chambre en 1925. Plusieurs de ceux qui parlaient ainsi sont allés recueillir leur dernière récompense. Certains étaient des hommes distingués, du groupe des honorables vis-à-vis, et il en reste quelques-uns. L'un des dignes prédécesseurs de l'actuel et gai ministre des Finances, M. Robb, et plusieurs autres tenaient ce langage. Avant de faire partie de la Chambre, j'ai entendu M. Fielding et bien d'autres parler du programme du parti libéral au sujet de la liberté du commerce et promettre d'ouvrir les marchés du monde.

De 1925 à 1929, j'ai assisté au Parlement aux nombreux accords commerciaux que le parti des honorables vis-à-vis a conclus, les uns après les autres. Aucun parti n'a jamais en si peu de temps conclu tant d'accords commerciaux avec d'autres pays que le parti libéral de l'époque. Et jamais aucun parti n'a réussi en si peu d'années à fermer presque tous nos marchés; en 1930, en effet, nous étions acculés à une situation effroyable.

Une VOIX: Un gouvernement tory.

L'hon. M. ROWE: Oui, les choses allaient si mal que le peuple a confié les rênes du pouvoir à un régime tory.

M. CRUICKSHANK: Les choses devaient aller mal en effet.

L'hon. M. ROWE: L'histoire se répétera avant longtemps.

M. HARTT: Une livre de beurre!

L'hon. M. ROWE: Il ne s'agissait pas qu'une livre de beurre. Je me souviens fort bien ce qui s'est alors produit. Il suffit de se renseigner sur notre commerce de produits agricoles avec les Etats-Unis et de comparer les données avec celles de 1930. La politique fiscale de cette époque était des plus incertaine, ayant été élaborée à l'aveuglette.

De 1921 à 1930, non seulement la balance commerciale du Canada était-elle défavorable, mais le nombre de Canadiens quittant le pays à destination des Etats-Unis était supérieur au nombre des naissances et au nombre d'immigrants arrivant au pays. Aujourd'hui, la situation est à peu près la même.

Ceux qui ont appuyé les programmes tarifaires du parti libéral étaient toujours des partisans du libre-échange et du laisser-faire; ils nous incitaient à vendre nos produits au plus offrant et à importer des pays qui nous vendaient à meilleur compte. Depuis plusieurs années, ils préconisent le libre-échange dans l'Ouest et maintiennent la protection dans l'Est. Ils se sont moqués de notre parti qui favorise un programme tarifaire "donnant donnant." Jamais, toutefois, n'a-t-on édicté à l'égard du commerce international des mesures prohibitives aussi rigoureuses que celles que nous avons été contraints d'adopter.

Je ne ferai pas la revue de la situation à l'égard des changes. Il me semble toutefois qu'en son particulier, le ministre des Finances, lorsqu'il ne se sent pas tenu de surveiller les honorables vis-à-vis, doit se demander si le principe en jeu en 1947 était vraiment sage.

L'hon. M. ABBOTT: Le fait que nos clients ne pouvaient nous payer a dicté notre ligne de conduite.

L'hon. M. ROWE: Personne n'est infaillible, pas même le ministre. Or, il a dû avoir des doutes. Bon nombre de gens sont plus expérimentés en affaires que ne l'est le ministre ou que je ne le suis moi-même. Comme j'éprouve de graves doutes à ce sujet, je prie le ministre de se demander ce qui nous a conduit dans cette impasse. Pourquoi faut-il adopter un programme austère en pleine période de prospérité?